

Rencontres du Mont Blanc 2022

Conclusions d'Alain ARNAUD
Président d'honneur du CIRIEC-International
Président du CIRIEC-France
Carthagène des Indes
19 octobre 2022

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Tout d'abord un grand merci à ESS Forum International de m'avoir invité à participer à cette séance de conclusions des 10èmes Rencontres du Mont-Blanc dans cette magnifique ville de Carthagène. J'ai bien conscience que cette invitation honore le CIRIEC et qu'elle se situe dans le cadre du protocole d'entente que nous avons signé en 2020, et j'en remercie vivement notre ami Alain Coheur.

Pour celles et ceux qui ne le connaîtraient pas, le CIRIEC est le Centre International de Recherche et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative. C'est une institution ancienne, qui a vu le jour à Genève le 12 février 1947, en marge de l'assemblée générale de l'OIT. Elle a été créée par le professeur français Edgard Milhaud, agrégé de philosophie mais aussi titulaire d'une chaire d'économie politique à l'Université de Genève. Il eut pour la circonstance l'appui de nombreuses personnalités éminentes françaises, belges et suisses des mondes politique, syndical et universitaire, personnalités qui soutenaient la démarche. La raison d'être du CIRIEC est de mener des recherches académiques et d'informer sur les modèles économiques qui créent de la valeur pour l'intérêt collectif et le bien des populations, et parmi eux bien sûr l'économie sociale. L'idée d'origine était de conjuguer les travaux de chercheurs universitaires avec les réflexions de terrain de dirigeants d'organisations coopératives et mutualistes, d'entreprises nationales, d'organisations syndicales, ou encore de collectivités publiques. Il s'agissait non seulement de mener des recherches d'économie appliquée, mais aussi d'informer largement pour contribuer à nourrir une démocratie économique et sociale, dans une volonté d'émancipation des populations exploitées et asservies par le capitalisme industriel dominant à cette époque. Et pour bien situer la pensée politique du professeur Edgard Milhaud, sachez qu'il avait été collaborateur de Jean Jaurès et proche de Léon Blum, grandes figures de l'histoire sociale française. Cette volonté des fondateurs du CIRIEC est toujours celle de ses acteurs actuels et de son réseau de quelque 700 chercheurs dans le monde. Nombreux sont présents parmi nous et j'en profite pour les saluer chaleureusement.

Chers amis, il ne vous aura pas échappé que ces 10èmes Rencontres du Mont-Blanc se déroulent dans une période où notre planète va mal, ou notre monde traverse de grandes difficultés aux plans économique, social, sanitaire, environnemental, voire démocratique. Et la période inédite que nous vivons tous sur fond de pandémie et de guerres est sans aucun doute traumatisante et anxiogène pour beaucoup. Cette situation n'est pas le fruit du hasard, mais bien la conséquence de la trop grande liberté laissée ces dernières décennies aux mécanismes économiques et financiers mondiaux, avec comme effet, certes des progrès faramineux générés par les sciences et les nouvelles technologies, mais surtout la perte de conscience de l'intérêt général, la montée des inégalités de revenus et de patrimoine, l'affaiblissement de l'action publique garante de la cohésion sociale. Les populations préoccupées par l'évolution de leurs conditions de vie, leur santé, leur sécurité, n'ont plus confiance, ni en l'avenir, ni dans les dirigeants politiques élus pour l'éclairer. Elles sont prêtes à se laisser bercer, pour ne pas dire berné, par le moindre chant des sirènes, ce qui constitue un risque démocratique majeur déjà présent dans certains pays et qui frappe à la porte d'autres pays.

C'est la raison pour laquelle, nous acteurs de l'économie sociale et solidaire, nous devons redoubler d'efforts pour contribuer à la transformation fondamentale du modèle économique qui gouverne le monde depuis plus de 40 ans, et qui, au-delà des progrès indiscutables qu'il a produits, a amplifié les inégalités, compromis les ressources naturelles et l'environnement, montré son incapacité à réduire la pauvreté, pour en arriver à ce que 10% des personnes les plus riches dans le monde détiennent 75% des richesses. Près de 700 millions d'individus dans le monde vivent avec moins de 2 dollars par jour.

Et c'est bien dans ce sens qu'ont été menés les travaux au cours de ces deux journées, avec en point d'orgue la Déclaration de Carthagène-des-Indes que nous venons d'élaborer en ce 19 octobre 2022.

Cette Déclaration est donc historique, et elle est particulièrement importante en ce qu'elle démontre l'engagement des acteurs de l'ESS et des responsables politiques qui partagent nos valeurs, et il y en a heureusement, pour redresser la barre et pour garantir un avenir désirable à une jeunesse mondiale qui, si nous ne faisons rien, sera victime des conséquences nocives du modèle de développement actuel.

Cette Déclaration, il va donc maintenant falloir la porter et la concrétiser, car les déclarations, les incantations ne suffisent plus, il nous faut agir. L'autre soir au dîner de bienvenue, Mme Mami Ahou Dieng adjointe au maire de Dakar chargée de l'ESS disait « plus de bla-bla mais du concret ». Toujours à ce même dîner, Mme Aminata Diop Directrice générale du FODEM au Sénégal complétait cette affirmation par une autre : « pensons global et agissons local ». Nous ne pouvons qu'être d'accord avec ces citations particulièrement pertinentes, claires et qui résument tout. Les travaux de ces 10èmes Rencontres ont permis de tracer une feuille de route très riche. Vous avez évoqué un certain nombre d'actions toutes significatives et intéressantes à mener. Pour ma part, à partir de cette feuille de route et des engagements qu'elle contient, je voudrais apporter une modeste contribution en mettant en évidence trois mots-clés, trois dimensions qui me paraissent essentielles pour permettre de renforcer le développement et le rayonnement de l'ESS dans le monde, et faire en sorte que cette autre économie puisse prendre plus de place dans le développement économique et social, et qu'à tout le moins ses valeurs et ses principes puissent devenir la référence du modèle économique du XXIème siècle.

En premier lieu, **l'éducation**, car tout part de là, et j'ajoute la formation tout au long de la vie. Il convient que les principes, les valeurs de l'ESS, ses activités et la part qu'elle prend dans le développement et le progrès soient enseignés tôt dans le système éducatif, car l'éducation est à la base de tout. On est très loin du compte et il est donc nécessaire de faire pression sur les pouvoirs publics nationaux pour que les recommandations favorables à l'ESS adoptées par les instances internationales - l'OIT, l'OCDE, l'Union européenne, ou qui le seront, on espère, par l'ONU - soient bien mises en application par les gouvernements et que parmi les mesures mises en œuvre soit prévue l'intégration dans les programmes éducatifs d'un enseignement sur l'ESS et ses valeurs, pour que dès le plus jeune âge on sache ce qu'est la réalité de cette forme d'économie et de ses vertus pour un monde meilleur et que l'on s'en souvienne au cours de sa vie. Cela doit faire partie de l'éducation civique.

Ensuite, deuxième mot-clé, **c'est l'exemplarité**.

Elle est nécessaire pour convaincre, comme nous le disait hier Arnaud Boulanger. Une exemplarité qui se démontre par la multiplication des initiatives de proximité menées dans les territoires, mais aussi par leur visibilité car elles sont souvent méconnues des populations et des pouvoirs publics. Beaucoup d'actions sont menées dans les territoires, mais elles ne sont pas toujours identifiées comme relevant d'une forme d'économie différente de l'économie classique. Cela est

particulièrement vrai dans les secteurs de la banque et de l'assurance, confrontés au marché concurrentiel et aux exigences réglementaires, et de ce fait devenus extrêmement banalisés, trop banalisés.

Une exemplarité par la quantité, mais aussi exemplarité par la qualité, car nous devons démontrer la qualité des actions menées par les organisations de l'ESS. Elles se doivent d'être innovantes, distinctives et efficaces pour répondre du mieux possible aux besoins des populations. Du reste, l'enjeu est également celui de favoriser l'appropriation des structures de l'ESS par les individus, devenus malheureusement de moins en moins adhérents ou sociétaires et de plus en plus consommateurs. C'est un sujet qui ne peut pas être ignoré de l'ESS.

Enfin, troisième mot-clé, le rapport de force.

Améliorer notre capacité à agir et à faire entendre notre voix est indispensable. Vous avez évoqué au cours de ces Rencontres les résultats obtenus dans plusieurs Etats ayant adopté des législations pour reconnaître l'ESS, vous avez salué les avancées au niveau international avec les recommandations de l'OIT, de l'OCDE, avec le plan d'action de la Commission européenne. Ces avancées ne sont pas le fruit du hasard, c'est le résultat de nos actions collectives et de la mobilisation de nos volontés et de nos énergies. Et cela est très positif.

Mais ce n'est pas suffisant. Si j'évoque la question du rapport de force, c'est parce qu'en face de l'ESS, il y a des forces puissantes, celle de la finance internationale spéculative, celle des prédateurs des biens communs, celle du modèle néolibéral qui gouverne le monde depuis des décennies, soutenu par le FMI et la Banque Mondiale, toutes ces forces qui oeuvrent pour la rentabilité des capitaux investis et non pour la réduction des inégalités et encore moins pour la solidarité. Et je n'évoque pas cette masse considérable d'argent sale, environ 1000 milliards de dollars dans le monde, produite par la criminalité et les activités informelles.

Et puis, il y a ceux qui admettent l'existence de l'ESS, mais qui ont tendance à la confiner à un rôle de réparation, à un troisième secteur qui ne serait que social, consacré aux pauvres. Ce n'est bien entendu pas comme cela que nous concevons l'ESS qui est pour nous un modèle économique à part entière qui crée de la valeur et répond aux besoins quotidiens des populations.

Alors oui, il faut encore amplifier nos efforts, multiplier les alliances et les partenariats pour pouvoir faire pression sur les pouvoirs publics, qui même lorsqu'ils

ont adopté des lois de reconnaissance de l'ESS, ne sont pas toujours enclins à traiter les organisations et entreprises de l'ESS à égalité avec les entreprises de l'économie classique. Cet appel à la collaboration, voire au regroupement quand c'est possible, vaut tout autant pour le niveau national où il y a souvent de la dispersion des forces, que pour le niveau mondial où il faut porter une voix forte et homogène dans les institutions internationales, vous l'avez noté avec force dans la Déclaration.

Nous n'avons pas le choix. Face à la transformation fulgurante de la société, face aux conséquences sociales et environnementales inacceptables du modèle économique qui gouverne le monde, les acteurs de l'économie sociale et solidaire doivent se mobiliser et agir pour éviter que la promesse d'un monde meilleur ne se transforme en catastrophe pour la démocratie et les libertés.

Nous en avons collectivement les moyens, pour peu que nous le voulions et que nous ne nous fassions pas de mauvaises concurrences, ce qui peut toujours arriver.

Le vœu que je formule en cette fin de nos 10èmes Rencontres est que nos organisations pèsent de tout leur poids pour faire pression sur nos gouvernants respectifs afin que les politiques publiques s'attachent à tout mettre en œuvre pour accompagner les populations dans cette mutation profonde de société, en mettant l'individu au centre de leurs préoccupations. Ils doivent savoir qu'ils peuvent compter pour cela sur l'économie sociale et solidaire, tournée vers l'humain, les conditions de vie et l'environnement, qui montre sa résilience en temps de crise, et qui prend toute sa part dans la démarche d'intérêt général.

Quant au CIRIEC, il s'inscrit totalement dans les orientations de ESSFI, et je réaffirme ici son engagement à vos côtés pour développer la recherche académique sur les modèles économiques qui ont pour vocation l'intérêt collectif et la satisfaction des besoins des populations, ce qui est le cas de l'ESS.

Chers amis, mobilisons-nous tous ensemble pour contribuer à redonner au monde une stabilité qu'il est en train de perdre, pour contribuer à redonner à nos sociétés un sens plus social et plus solidaire, en ayant conscience qu'un avenir meilleur passe par des modèles économiques qui organisent le partage, la solidarité, qui respectent les droits humains et les droits sociaux, et qui préservent les biens communs et l'environnement.

C'est ce que nous devons aux générations futures.